

**DEMANDE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**  
**- ANNEE 2022 -**

Nom de l'enseigne : .....

Adresse commerciale : ..... 86000 POITIERS

Raison sociale : .....

N° SIRET (obligatoire) : .....

Nom du demandeur : ..... Prénom : .....

Tél : ..... Adresse e-mail : .....

**I – TERRASSE DE CAFÉ**

- SUR ESPACE PIETON :                     oui     non
- SUR ZONE DE STATIONNEMENT :     oui     non
- EMPRISE :     au droit     en face

Type	Emplacement	Longueur totale (m.)	Largeur totale (m.)	Surface (m <sup>2</sup> )	Taxe / m <sup>2</sup>
SURFACE Inférieure à 50 m <sup>2</sup>	Gauche				0.21 € / m <sup>2</sup> / jour
	Droite				
	En face				
SURFACE Supérieure à 50 m <sup>2</sup>	Gauche				0.25 € / m <sup>2</sup> / jour
	Droite				
	En face				
<b>SURFACE TOTALE</b>					

**Observations du commerçant et/ou du surveillant de travaux**

## II –CHEVALET

1 chevalet

2 chevalets ou oriflammes (hors secteur sauvegardé)

*Partie réservée à l'administration*

Type	Hauteur totale (m.)	Largeur totale (m.)	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Taxe / m <sup>2</sup>	Droit fixe
				50,20 €	27,70 €

**Les oriflammes sont autorisées uniquement en dehors du secteur sauvegardé**

**Est autorisé uniquement un chevalet par établissement en secteur sauvegardé**

## III –ETALAGE

*Partie réservée à l'administration*

Type	Nombre	Longueur totale (m.)	Largeur totale (m.)	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Taxe / m <sup>2</sup>
					<u>ZONE A</u> 80.00 € / m <sup>2</sup> / an <u>ZONE B</u> 70.00 € / m <sup>2</sup> / an

**Toute occupation inférieure à 0.50 m<sup>2</sup> fera l'objet d'un droit de perception minimum de 0.50 m<sup>2</sup>**

### IV – JE M'ENGAGE :

- à payer les redevances d'occupations commerciales, dès réception des avis correspondants.
- à respecter la surface de la terrasse qui sera matérialisée au moyen de clous ou peinture.
- à respecter un cheminement piéton d'1.40 m. de large, côté voirie.

Fait à Poitiers, le .....

Nom : .....

Signature du déclarant

La Maire de la Ville de Poitiers

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des déclarations. Les destinataires des données sont : les agents de la Collectivité et de la Trésorerie. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au Domaine Public ☎ 05 49 39 62 40 ou 05 49 52 37 58.